



DISCOURS

Rassemblement Républicain

Lundi 19 octobre 2026 / 12h30

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues élus,
Chers concitoyens,
Chers amis,

Je tiens tout d'abord à vous remercier sincèrement d'avoir répondu à cet appel tardif et d'être présents aujourd'hui, devant notre mairie, cette maison commune qui incarne, dans chaque ville et chaque village de France, la proximité de la République avec ses citoyens.

Si nous sommes réunis ce midi, c'est parce que notre pays vient de traverser des heures particulièrement sombres.

Samedi 17 octobre, partout en France, nous avons été les témoins de scènes d'une violence inouïe. Des commerces pillés, des vitrines brisées, des bâtiments publics saccagés, des voitures incendiées, des policiers et des gendarmes pris pour cible.

À Limoges, une mairie a été ravagée par les flammes. À Lyon, si proche de nous, l'office de tourisme de la place Bellecour a été détruit par un incendie.

À Marseille, à Bordeaux, à Paris, à Grenoble et dans tant d'autres villes, des symboles de notre vie collective ont été attaqués.

Ces images nous ont profondément choqués. Elles nous ont indignés. Elles nous ont aussi attristés.

Car derrière les vitrines brisées, il y a des commerçants qui ont consacré leur vie à leur activité. Derrière les bâtiments incendiés, il y a des services publics, des agents, un patrimoine commun. Derrière chaque uniforme pris pour cible, il y a un homme, une femme, une famille.

Et derrière toutes ces violences, c'est aussi quelque chose de plus profond qui est atteint : notre confiance dans la capacité à vivre ensemble, dans le respect, dans la paix et dans la dignité.

Je veux, au nom de notre commune, exprimer notre solidarité la plus sincère envers toutes les victimes de ces exactions, envers les commerçants, les artisans, les habitants, les élus et les agents publics des villes touchées.

Je veux également saluer avec force le courage et l'engagement de nos policiers, de nos gendarmes, de nos sapeurs-pompiers et de l'ensemble des forces de sécurité et de secours qui, au péril de leur intégrité physique, ont accompli leur devoir pour protéger nos concitoyens.

À celles et ceux qui ont été blessés, ainsi qu'à leurs familles, nous adressons nos pensées les plus fraternelles.

Rien, absolument rien, ne saurait justifier de telles violences.

Bien sûr, notre pays traverse des difficultés. Nous le savons. La hausse du coût de la vie, les inquiétudes liées au pouvoir d'achat, les interrogations de notre jeunesse sur son avenir, les difficultés sociales et économiques sont des réalités qu'il nous appartient d'entendre et de prendre au sérieux.

La colère peut être légitime. La contestation est un droit. Le désaccord fait partie de notre démocratie.

Mais jamais la colère ne doit devenir un prétexte à la destruction. Jamais une revendication ne doit justifier la violence. Jamais le droit de manifester ne doit se transformer en droit de saccager.

Car la démocratie, ce n'est pas l'absence de désaccord. C'est la capacité à vivre avec nos désaccords sans recourir à la violence.

Et la République ne peut tenir durablement que si chacun accepte cette règle fondamentale.

En tant que maire, je mesure chaque jour combien notre équilibre collectif est précieux, combien la confiance entre les citoyens, les élus et les institutions est essentielle, mais aussi combien elle peut être fragile.

Une mairie n'est pas un simple bâtiment administratif. C'est le lieu où l'on célèbre les mariages, où l'on enregistre les naissances, où l'on accompagne les familles, où l'on construit les projets d'avenir. C'est la maison de tous, quelles que soient nos convictions, nos origines ou nos différences.

S'attaquer à une mairie, c'est donc s'attaquer à un symbole vivant de notre démocratie.

Et c'est précisément pour cela que notre présence aujourd'hui a du sens.

Nous ne sommes pas rassemblés pour opposer les Français les uns aux autres, ni pour attiser davantage les tensions qui traversent notre société.

Nous sommes ici pour rappeler ce qui nous unit.

Pour rappeler que la liberté ne peut exister sans le respect d'autrui. Que la justice ne peut se construire dans la vengeance. Que l'autorité de la République et le dialogue démocratique ne sont pas des principes contradictoires, mais les deux conditions indispensables de notre vie commune.

Dans ces moments difficiles, chacun d'entre nous a une responsabilité : celle de ne pas céder à la haine, de refuser la banalisation de la violence et de préserver ce lien de fraternité sans lequel aucune société ne peut véritablement tenir.

La France a connu bien des épreuves dans son histoire. Elle a su les surmonter lorsqu'elle a trouvé, au-delà de ses divisions, la force de se rassembler autour de l'essentiel.

Aujourd'hui encore, il nous appartient de faire vivre cet esprit.

Chers concitoyens,

Notre rassemblement est modeste à l'échelle de notre pays. Mais il porte un message simple et essentiel : nous refusons que la violence ait le dernier mot.

Face à la destruction, nous choisissons la construction. Face à la haine, nous choisissons la fraternité. Face aux divisions, nous choisissons l'unité.

Et face à celles et ceux qui voudraient substituer la force au droit, nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la République et à ses valeurs.

Car la République n'est jamais définitivement acquise. Elle vit par nos actes, par notre engagement et par notre volonté quotidienne de faire société.

Puissions-nous, chacun à notre place, continuer à en être les défenseurs et les artisans.

Je vous remercie.

**Vive Saint-Étienne de Saint-Geoirs,
Vive la République,
Vive la France.**